



**Intervention SGPA-CGT  
au rassemblement  
des personnels des secteurs  
du ministère de la Culture  
le vendredi 10 juin 2022  
aux colonnes de Buren**

**Le service public de la culture en devenir !  
L'archéologie préventive**

**Cela fait trois ans que l'intersyndicale archéo porte pour  
mot d'ordre :**

**« Salaire, Emploi, Respect » !**

**Cela fait trois ans que les archéos réclament une inspection des services RH du  
siège de l'institut National de Recherches Archéologiques** où la brutalité du  
management et les graves dysfonctionnements nécrosent les circuits de décision  
et conduisent à une vague de démission sans précédent chez les administratifs  
et chez les opérationnels en région parce que les managements dégradent les  
fonctionnements, les chaînes opératoires et dépossèdent les agents du sens  
même de leurs missions.

Malgré trois demandes d'inspection adressées à la ministre, par les  
représentants du personnel et après 2 interruptions de plus d'un an des  
instances centrales et du dialogue social, marqué par de nombreuses réunions  
de conciliations rien ne change ! Cette situation satisfait visiblement le ministère  
qui travaille dans le plus grand secret à une reconduction de l'actuelle direction  
pour 3 à 5 ans de plus, nécessitant pour ce faire une modification du code du  
Patrimoine.

Que faut-il pour être entendu ? Le ministère traite la violence institutionnelle  
comme un cas de violence domestique. On ferme portes, fenêtres, rideaux et  
volets et on compte sur la résilience des agents pour survivre ! Le sacro-saint

principe d'autonomie de gestion des établissements ne doit pas être une licence pour s'essuyer les pieds sur les personnels et s'affranchir des cadres réglementaires !

**Le respect n'est pas une option ! Nous exigeons un changement total de gouvernance de l'Institut pour sortir des managements toxiques, dans lesquels les agents de l'établissement s'asphyxient depuis des années.**

**En matière de revalorisation salariale aussi, rien n'est clair.** Après avoir emporté une revalorisation sur 3 ans, débutée en 2022 et formalisée par un protocole d'accord, on attend toujours la reprise de la concertation sur les étapes de revalorisation 2023 et 2024. Le Ministère ne donne aucun signe de vie ! La deuxième étape de concertation porte, notamment, sur une amélioration de la rémunération indiciaire des personnels de l'Inrap. Elle est fortement attendue par les personnels, parce que la grille indiciaire n'a pas été révisée depuis 2002, période pendant laquelle les agents ont perdu 500 euros net mensuels par rapport au corps de recherche équivalent du Ministère.

Enfin, le dernier point de revendication fondamental, c'est celui de l'emploi et du renouvellement des effectifs et des compétences à l'Inrap comme dans les Services Régionaux de l'Archéologie où la première génération d'archéologues préventifs professionnels est en train de partir en retraite sans qu'aucune planification ne soit mise en place. Pire, à l'Inrap, la réduction brutale du plafond d'emploi en 2020 nous empêche aujourd'hui d'embaucher pour répondre à une activité élevée.

**Nous exigeons Un plan d'action pluriannuel urgent sur l'emploi pour assurer la transition générationnelle et la transmission des compétences, mais aussi pour résorber la précarité !**

Il faut des cycles de recrutements et de promotions annuels. Il faut des concours réguliers dans les SRA pour permettre la promotion des agents, la revitalisation des corps de recherche et la simple réalisation des missions dans des conditions normales. **Le chantier Emploi en archéologie est prioritaire et constitue aujourd'hui une question de survie pour tous le dispositif d'archéologie préventive.**

*Colonnes de Buren, 10 juin 2022*